

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/CHL/76

4 mai 2001

(01-2302)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: espagnol

NOTIFICATION DE MESURES D'URGENCE

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>CHILI</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: Service de l'agriculture et de l'élevage, Ministère de l'agriculture
3.	Produits visés (prière d'indiquer le(s) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC, les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant). Viscères d'animaux. Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: Tous les pays exportateurs des produits visés vers le Chili.
4.	Intitulé et nombre de pages du texte notifié: Modification des exigences sanitaires régissant l'admission des viscères d'animaux (1 page).
5.	Teneur: Modification des prescriptions régissant l'importation des produits visés pour cause d'ESB.
6.	Objectif et raison d'être: <input type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input checked="" type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input checked="" type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites
7.	Nature du (des) problème(s) urgent(s): Mesure d'urgence destinée à protéger la santé animale et le patrimoine zoosanitaire du pays.
8.	Il n'existe pas de norme, directive ou recommandation internationale <input checked="" type="checkbox"/> . S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:
9.	Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles: Décision du Service de l'agriculture et de l'élevage (disponible en espagnol).
10.	Date d'entrée en vigueur/période d'application (le cas échéant): Dès la publication au Journal officiel
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu et organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point national d'information ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme: